



**PROCÈS-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
MERCREDI 3 MAI 2023**

- A Clichy -

B.O n° 2582

Début des travaux à 14h00

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Liste des présents :	
Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ (en visio)
Secrétaire Général Adjoint	Philippe BRIOUT (en visio)
Vice-Président(e)s	Lazreg BENELHADJ Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Dominique LAGIER (en visio) Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de Mission	Denis CADON (en visio) Benjamin MERCIER Stéphane METZGER
Membres	Christine ARNOUX Sylvie CAILLET Evelyne CIRIEGI (en visio) Marc DEBERGHES Julie EISSEN Hélène GARDEAU (en visio) Laure GAUTHREAU Olivier HIRTZIG Richard LAGRAVE Christelle MIGNE (en visio en partie) Pierre LEGROS Patrick TRIOEN (en visio)
Assistent : Commissaire aux Comptes Commissaire aux Comptes Directeur Général Directrice Financière par intérim Directeur Technique National Responsable de la coordination des instances Coordinatrice administrative Présidence/Évènementiel	Raphaële TERQUEM (en visio) Georges DE BONDY Laurent CIUBINI Ingrid D'HOSTINGUE Julien ISSOULIÉ (en visio) Magali TAPRET Valérie GICQUEL

Représentante CSE	Sophie LARDILLAT
Excusés : Membre Membre Membre Membre Membre	Alain BERNARD Christine KITEGI Myrtho MANDE Inès NYADANU POLLET Carine SOLLBERGER

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

1. Accueil du Président

Gilles Sézionale se dit enchanté de la visite du chantier du CAO ce matin, magnifique écrin pour le futur de notre natation, dont l'accueil les Championnats d'Europe 2026, et de l'équipe de France de Plongeon qui pourra profiter d'installations dédiées en mars 2024. A noter l'excellent choix de Bouygues pour cette réalisation.

La LEN aurait souhaité que la France organise les championnats 2024 mais cela semble très compliqué à la fois d'un point de vue organisationnel et financier même si ce projet reste en cours d'étude.

Satisfaction également avec :

- De belles sélections en Martinique avec l'équipe de France Eau Libre. La naturalisation de la nageuse Anastasia KIRPICHNIKOVA tombée la veille est de bon augure. Avec cette recrue, l'équipe de France féminine devrait être au top notamment pour le demi-fond.
- Les résultats de Léon Marchand qui a pulvérisé tous les temps lors des finales universitaires aux Etats-Unis et de Florent Manaudou qui a enregistré d'excellentes performances lors des Championnats de Belgique.
- Le CN Marseille et son beau parcours Européen en Water-Polo.

Si la Fédération est sur une très bonne dynamique sportive, nous devons continuer à sécuriser ce travail sur nos programmes natation course et water-polo pour poser les bases à horizon 2028.

Nous devons notamment aller plus loin dans la réorganisation du programme des plus jeunes nageurs et revenir peut-être à un système plus pyramidal. Les nageurs doivent pouvoir compétitionner en fonction de leur niveau.

La réussite lors des JO est importante et nous permettra d'endiguer la baisse certaine des subventions de l'Etat.

Au niveau des formations, l'INFAN se développe grâce à notre CFA ; il faut continuer ainsi pour le futur de la Fédération, notamment en laissant un héritage plus solide.

2. Affaires financières

2.1 – Arrêté des comptes 2022 (doc en annexe)

Ingrid d'Hostingue présente les comptes arrêtés au 31/12/2022, audités par les Commissaires aux comptes au mois de mars dernier. Les états financiers 2022 (bilan, compte de résultat et annexe) ont été transmis en amont du CODIR ; le rapport du trésorier sera transmis en vue de l'Assemblée Générale.

Augmentation du budget avec un pic en 2023.

Les faits marquants 2022

- ✓ L'année 2022 est marquée par une sortie de crise sanitaire et un redémarrage des compétitions et des événements. Elle s'inscrit aussi dans une demande mondiale avec une inflation qui atteint en France 5.2 % en moyenne

- ✓ Le budget de dépenses en 2022 est de 18 446k€ et de 25 044k€ sur 2023 dont 3 millions d'acquisition de bassins mobiles
- ✓ Un programme sportif toujours plus renforcé avec plus de 1,3M€.

Autres faits marquants 2022

- ✓ Des championnats du monde en petit bassin déplacés sur Melbourne qui devaient se dérouler sur Kazan
- ✓ Une transformation numérique avec Aqua vista (modernisation des outils SI)
- ✓ Un rattrapage de charge de cotisations retraites
- ✓ Des dépréciations, pertes et régularisations des exercices précédents à hauteur de 230k€
- ✓ Dépréciation liée aux investissements
- ✓ Bascule des subventions ANS non prévue au budget pour les passer au bilan

Le résultat de l'exercice 2022 s'établit à une perte de 1 170 K€, soit 6,3 % du budget.

Le réalisé 2022 augmente en moyenne de 30% comparé à 2021. Par nature comptable, ce sont les frais de déplacements et la sous-traitance qui ont le plus augmenté par rapport à 2021, liés à la croissance de l'activité et l'inflation impactant le coût de la vie à la hausse.

Marc Deberghes demande des précisions sur l'augmentation des frais de personnels.

Laurent Ciubini explique qu'il s'agit des prestations annexes et non du personnel fédéral. Effectivement, plus nous avons de délégations qui se déplacent, plus les contrats annexes sont nombreux (médecins, kinés etc). Les contrats d'apprentissage n'impactent pas la masse salariale

Sur le sportif :

- Le total des dépenses des Championnats est de 1182k€ (+ 313 par rapport au budget)
- Le total des recettes des Championnats est de 995k€ (+262k€ par rapport au budget)

Sur les ressources humaines :

- 3,947M€ budgétés
- 3 299K€ réalisés. Une augmentation liée au reclassement des indemnités des arbitres de WP en paie comptabilisées auparavant dans les frais de déplacement, et au rattrapage des cotisations retraite.

Sur le rayonnement : l'écart est lié à des événements non prévus au budget tels que les 10km FINA, les CF à Chartres et à l'application mobile.

Sur la formation : les budgets sont équilibrés.

2.2 – Intervention des Commissaires aux comptes

Raphaële Terquem et Georges de Bondy présentent le compte-rendu de la mission d'audit des Commissaires aux Comptes.

Georges de Bondy explique ce qui a été fait et notamment le système des fonds dédiés qui donne des résultats qui peuvent paraître surprenants. Il reviendra sur la procédure d'alerte.

Raphaële de Terquem précise que de nombreux échanges ont eu lieu avec la Direction au regard des résultats constatés. L'idée était de comprendre ce qui s'était passé durant l'année. Des audits auprès des directions ont été réalisés et une réunion de clôture s'est tenue avec la Direction.

Cette année étant un peu compliquée, des contrôles supplémentaires ont eu lieu, d'où l'augmentation des honoraires de plus de 10% (changement de directrice financière pour départ en maternité, reprise des activités, de nombreuses conventions de subventionnement à étudier et des engagements à réaliser, une requalification des subventions qui a permis à la FFN de financer des investissements (bassins mobiles, Aquavista). La requalification de ces subventions d'investissement explique l'aggravation du résultat d'exploitation prévisionnel.

L'augmentation des capitaux propres est due aux subventions qui ont été plus nombreuses (bassins mobiles et transition numérique). Si nous sommes tentés de les passer en produits en comptabilité cela n'est pas possible dès lors qu'elles sont fléchées et doivent passer en capitaux propres. Les subventions seront comptabilisées en résultats au fur et à mesure de leurs amortissements qui ne pénaliseront pas le résultat futur. Ils vont décroître au fur et à mesure.

Focus particulier sur les fonds dédiés :

Les financements de l'ANS qui se font sur la base d'un budget sont une aide et non un moyen de se « *refaire une santé* ». L'ANS finançant à hauteur de 50%, les 50 autres % sont pour la Fédération. L'engagement fédéral qui est pris est donc de dépenser la même somme sur l'action. Si cela n'est pas fait cela peut se reporter sur l'année suivante mais pas indéfiniment. Dans le cas contraire, il pourrait être demandé à la FFN de rembourser l'ANS. Il est alors plus judicieux de demander un taux de financement élevé plutôt qu'un budget pour éviter que la FFN ne s'engage sur ses fonds propres. La manière d'effectuer des demandes de financement à l'ANS doit donc être pesée.

Raphaële Terquem insiste sur l'importance d'étudier le montant de la part fédérale, qui est une obligation dans les demandes de subventions, afin d'éviter les fonds dédiés.

Evelyne Cirié précise que les aides ANS ou les aides COJO sont subventionnées à différentes hauteurs. La Fédération devrait faire des demandes sur des projets dont le financement est soutenu à hauteur de 80% afin que la part fédérale soit la moindre possible.

Georges de Bondy ajoute qu'un regard sera sans doute jeté au niveau de la gouvernance de la Fédération pour ne pas laisser partir des projets qui ne sont pas suffisamment subventionnés car cela obère la capacité d'investissement l'année suivante. Les règles sont plus strictes.

Raphaële Terquem met l'accent sur la mise en place très appréciable via l'outil Carla du contrôle budgétaire à l'engagement de la dépense sur les factures avec une alerte à la consommation de 80 % du budget et un blocage à 100 %. Une faille cependant : s'il existe un budget sur Carla factures il n'existe pas sur Carla notes de frais. Il faudrait peut-être songer à répartir les budgets sur ces deux lignes. Pour respecter le budget 2023, il faut que la procédure soit respectée.

Laurent Ciubini rappelle la difficulté d'estimer les notes de frais sur les déplacements.

Georges de Bondy suggère de définir des coûts d'enveloppes moyennes qui seront affinées d'année en année, avec une date limite de remboursement.

Marc Deberghes estime qu'il faut établir un cadre pour les remboursements des notes de frais (30 jours par exemple) en le réadaptant au fil des années.

Georges de Bondy : les sanctions doivent être appliquées si la FFN veut le respect de ses règles.

A noter 3 points de vigilance sur l'audit :

- Les affiliations et les licences qui sont des marqueurs forts, baromètres de la santé de la FFN
- Les subventions avec le point sur les fonds dédiés
- Focus sur la continuité d'exploitation en raison des pertes depuis plusieurs années d'où le déclenchement de la procédure d'alerte. Une procédure privée dite pédagogique dans un premier temps qui oblige la gouvernance à expliquer ce qui va être mis en place pour rectifier le tir et éviter des pertes qui se perpétuent d'année en année.

Raphaële Terquem précise que la procédure d'alerte a été décidée car les CAC pensaient qu'en 2022 le budget aurait été bien respecté et que des outils de contrôle budgétaire avaient été mis en place et appliqués à 100%. Des erreurs budgétaires ont été constatées notamment sur la non prise en compte de la part fédérale sur certaines conventions de subventionnement. Des cadrages restent à faire et la phase 1 est réalisée pour alerter.

Le niveau de trésorerie dépassant 5 millions ce n'est pas grave mais il faut faire en sorte de ne pas puiser dans les réserves.

Gilles Sezionale rappelle le contexte difficile dont une réforme des licences en 2018 qui ne prévoyait pas la crise du Covid, la crise énergétique, la guerre et l'inflation. Sans ces événements, la FFN n'aurait pas connu ce trou d'air.

Raphaële Terquem précise que les éléments collectés sont suffisants pour que les CAC puissent donner leur opinion sur les comptes annuels pour présentation au CODIR et à l'AG pour certification.

Deux créances importantes sont à suivre dont :

1. Le dénouement de la créance TYR dépréciée à 50% (paiement de TYR de la moitié de la créance en février, l'autre moitié en juin).
2. Le litige en cours avec la vente de Pantin où il reste 226 000€ à percevoir du nouveau propriétaire pour occupation des locaux avant signature de la vente (dépréciation à hauteur de 47 000€).

Laurent Ciubini précise que l'échéancier TYR a été signé sur quatre ans. Les échéances 2021 et 2022 ont été respectées et l'échéance 2023 en partie, TYR ayant sollicité un délai supplémentaire. Pour la FFN, il n'y a aucun risque puisque les contrats ont été signés jusqu'en 2024 en renouvellement sur l'aspect dotation. 62% de la dette a été réglée.

Le document exhaustif est annexé au présent procès-verbal.

2.3 - Arrêté des comptes 2022

A l'issue de ces présentations, le Comité Directeur approuve à l'unanimité les états financiers 2022, arrêtés au 31 décembre 2022 et l'affectation du résultat au Report à nouveau. L'Exercice 2022 est clos.

2.4 – Point exécution budgétaire 2023

Laurent Ciubini remercie Ingrid d'Hostingue pour le travail effectué depuis 4 mois. Il met l'accent sur la mise en place d'outils pour le contrôle budgétaire dont la clause de réexamen à mi- année sur le suivi de chaque budget et le point mensuel sur l'exécution budgétaire.

Le budget 2023 a été voté en février avec :

1. Un excédent d'exploitation de 350 000€.
2. Des recettes à 25,394 M€
3. Des dépenses à 25,044 M€

Laurent Ciubini rappelle que sur l'exploitation la FFN s'est engagée à rattraper sur 3 ans 350 000€ par an afin de reconstituer ses fonds propres (hors subvention d'investissement).

Présentation du réalisé 2023 vs budget 2023 par direction (voir tableau en annexe).

Laurent Ciubini souligne que le budget sur les 4 premiers mois a été respecté.

Deux manifestations ne respectent cependant pas le prévisionnel dont :

- les championnats de France Juniors à Chartres (subvention de 25000€ non acquise) avec un dépassement entre 5 et 10 000€,

- le Giant Open (subvention à la baisse du Conseil Régional d'Ile de France) avec un dépassement de 50 à 70 000€.

Les actions déficitaires entraîneront des suppressions sur d'autres actions afin de compenser les pertes. Gilles Sezionale précise qu'il est actuellement en cours de négociations avec les instances concernées pour tenter de rattraper la baisse des dites subventions.

2.5 - Délibération du CoDir suite à l'AO relatif à l'acquisition de bassins d'apprentissage

Dans la continuité de la convention ANS - FFN et de l'appel d'offres lancé au printemps, une vingtaine de collectivités se sont positionnées sur le déploiement de bassins temporaires sur leur territoire, représentant un budget global de 3 M € équilibré par les participations de l'Agence Nationale du Sport, du Fonds de dotation "Impact 2024" et des collectivités porteuses de projet.

L'appel d'offres confirme ce budget et permettra d'installer dans les temps ces bassins durant la période estivale.

En tant qu'organe compétent du porteur de projet, le Comité Directeur approuve ce projet et le coût prévisionnel.

3. Affaires Administratives

3.1 – Proposition de modifications statutaires et réglementaires

Dominique Cupillard présente les propositions de modifications statutaires et réglementaires.

3.1.1 - Propositions de modifications apportées aux Statuts et au Règlement Intérieur de la Fédération

Modifications statutaires et réglementaires suite à la signature du contrat de délégation du 15 mars 2022 (LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République) :

- **Consécration statutaire de la délégation ministérielle : la Natation en eau froide/glacée**

« Renommée « Fédération Française de Natation » (FFN) et reconnue comme Fédération dirigeante pour la Natation sportive, le Plongeon et le Water-Polo, elle sera reconnue d'utilité publique, sous son titre ainsi modifié, par décret du 9 avril 1956. La délégation du Ministre chargé des sports prévue à l'article L.131-14 du code du sport lui a été accordée :

- Par l'arrêté du 28 mars 2022 pour les disciplines de la Natation Course, la Natation en Eau Libre, le Water-Polo, le Plongeon et la Natation Artistique ; la FFN étant affiliée à World Aquatics (AQUA), seule Fédération régissant dans le monde ces disciplines ;

- **Par le contrat de délégation du 15 mars 2022 pour la discipline de la Natation en Eau Froide/Glacée ; la FFN étant affiliée à l'International Ice Swimming Association (IISA) régissant dans le monde la Natation en Eau Froide/Glacée. »**

Modifications statutaires et réglementaires suite à la réponse du 27 septembre 2022 de la Directrice des Sports du Ministère des sports et des JOP sur l'application de la LOI n°2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France :

- ✓ Une représentation strictement paritaire au sein du Bureau Exécutif et du CODIR FFN à partir de 2024 ainsi qu'au sein des Bureaux Exécutifs et des CODIR des Ligues à partir de 2028

- ✓ Deux représentants de la Commission des SHN au Bureau Exécutif FFN ; les 2 représentants doivent être SHN en activité au jour de leur élection
- Mise en place de la parité stricte au sein du Bureau Exécutif de la FFN ainsi que des deux représentants des SHN

*« Après l'élection du Président, le Comité Directeur élit en son sein, au scrutin secret, un Bureau Exécutif composé d'au moins six personnes. Il comprend a minima le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier **et les deux représentants de la Commission des Sportifs de Hauts Niveau.***

La composition du Bureau Exécutif doit respecter une représentation strictement paritaire des hommes et des femmes.

Les mandats du Bureau Exécutif prennent fin avec celui du Comité Directeur. »

- Mise en place de la parité stricte au sein des Bureaux des Ligues

« Le CODIR élit en son sein, au scrutin secret, un Bureau, que le Président de la LR préside de droit, composé d'au moins trois (3) personnes, dont le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier.

La composition du Bureau doit respecter une représentation strictement paritaire des hommes et des femmes à compter des élections de 2028 ; à titre transitoire, chacun des deux genres devra bénéficier à l'issue des élections de 2024 d'a minima 40% des sièges pourvus. »

- Les 2 représentants doivent être SHN en activité au jour de leur élection

« La Commission SHN est composée de six (6) membres, obligatoirement actuels ou anciens SHN au sein de la FFN et inscrits comme tels sur liste ministérielle, élus par leurs pairs, obligatoirement actuels SHN au sein de la FFN et inscrits comme tels sur liste ministérielle à la date de l'élection, pour un mandat de quatre ans via un scrutin uninominal majoritaire à un tour. Le vote s'effectue à bulletin secret.

*Cette commission doit ensuite se réunir au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été pour désigner deux représentants, un homme et une femme, **actuels SHN au sein de la FFN et inscrits comme tels sur liste ministérielle à la date de l'élection**, qui siégeront en tant que membres élus par la commission des SHN au CODIR de la FFN **ainsi qu'à son Bureau Exécutif.***

La perte du statut de SHN durant le mandat n'emporte pas la perte de la qualité de représentant de la Commission SHN que ce soit devant le Bureau Exécutif ou le CODIR de la FFN. »

Modifications du règlement intérieur suite à la demande l'Agence Française de Lutte contre le Dopage (AFLD)

- L'insertion des principes d'annulation et de redistribution des résultats et des titres obtenus par un sportif dopé

*« Tous les résultats individuels et/ou remis aux équipes, obtenus lors d'une compétition par le sportif sanctionné pour une violation des règles antidopage **seront annulés.***

Le Comité Directeur de la FFN se réserve le droit de prendre toute mesure raisonnablement envisageable pour réaffecter et distribuer les prix et gains aux sportifs qui y auraient eu droit si le sportif sanctionné n'avait pas pris part à la compétition concernée.

Lorsque le sportif démontre qu'il n'a commis aucune faute ou négligence en relation avec la violation, ses résultats individuels dans d'autres compétitions ne seront pas annulés, à moins que les résultats obtenus dans d'autres compétitions que celle au cours de laquelle la violation des règles antidopage est intervenue n'aient été vraisemblablement influencés par cette violation.»

Benjamin Mercier demande si dans le cas où un seul joueur de l'équipe serait dopé cela induirait la perte du titre pour l'ensemble de l'équipe.

Dominique Cupillard répond que ce sera effectivement le cas.

L'ensemble de ces propositions de modifications réglementaires sont validées par le Comité Directeur.

Les modifications statutaires et réglementaires suite aux différentes remontées :

- ✓ **Prévoir un mode de scrutin de liste strictement majoritaire dans les statuts types applicables aux Ligues Régionales :**

*« Les membres du CODIR sont élus par l'Assemblée Générale Elective via **le scrutin secret de liste strictement majoritaire à un tour** pour une durée de quatre ans par l'AG Elective qui devra se dérouler durant la période électorale mentionnée à l'article 6.1 du règlement intérieur de la FFN. ».*

Il s'agit d'ouvrir le droit aux ligues qui le souhaitent de faire des scrutins de liste et non plus des scrutins uninominaux.

Stéphane Metzger explique les raisons qui ont motivé cette demande émanant de sa ligue. Le scrutin uninominal actuel avec des places réservées engendre, lors des suppressions de postes pour non présence, une représentation plus forte de certains départements. L'avantage du scrutin de liste majoritaire serait de faciliter le mode de gouvernance.

Gilles Sezionale est gêné par les disparités territoriales, notamment en termes de démocratie. Il ne faut pas que cette règle s'ajoute à des postes réservés. Il estime cette option dangereuse pour les petites ligues.

Joël Pineau confirme qu'il existe des risques avec un scrutin de liste sans garde-fous. Il ne faut pas que certains départements en écartent d'autres.

Stéphane Metzger explique que du moment où une ligue modifie les statuts types de la ligue votés par l'AG cette modification doit obligatoirement être validée par la Fédération qui est le juge de paix.

Denis Cadon se dit non favorable au scrutin de liste. Il rappelle par ailleurs que l'AGE de la ligue devra valider le mode de scrutin.

Evelyne Ciriégi est favorable à la souplesse donnée aux territoires mais la Fédération doit imposer des garde-fous à savoir que l'on ne peut accepter qu'une liste unique.

Laurent Ciubini répond qu'il est impossible d'appliquer cette règle qui limite la liberté associative.

Cette proposition est mise au vote du Comité Directeur :

12 Contre : Gilles Sezionale, Bernard Dalmon, Benjamin Mercier, Patrick Trioen, Lazreg Benelhadj, Christiane Guérin, Sylvie Caillet, Evelyne Ciriégi, Hélène Gardeau, Patrick Perez, Patrick Trioen, Dominique Lagier

4 Abstentions : Joël Pineau, Bénédicte Compois, Richard Lagrave, Jean-Luc Manaudou

8 Pour : Marc Deberghes, Pierre Legros, Stéphane Metzger, Laure Gauthreau, Julie Eissen, Olivier Hirtzig, Denis Cadon, Dominique Cupillard,

Cette proposition est rejetée par le Comité Directeur et ne sera pas présentée devant l'Assemblée Générale.

- **Augmenter le délai de contestation des sanctions arbitrales de 24h à 48h pour le Water-Polo**

« Le licencié concerné par une sanction et/ou suspension automatique peut saisir l'ODF au plus tard **48 heures après l'issue de la rencontre considérée**, par courrier électronique adressé au secrétariat des organismes (à l'adresse disciplinaire.waterpolo@ffnatation.fr), pour lui demander d'être entendu(e) ».

Deux options sont proposées pour clarifier les modalités d'exécution des sanctions en Water-Polo :

OPTION 1 : « La suspension est purgée dans les rencontres officielles, quelles qu'elles soient, effectivement jouées dans la même catégorie d'équipe (Elite, Nationale 1, 2, 3, Régionale, U19, U17) étant précisé qu'entre-temps le licencié ne peut prendre part à aucune autre rencontre officielle.

Lorsqu'un licencié suspendu dans une catégorie ne peut purger sa sanction dans un délai de deux semaines à compter du moment où sa sanction est devenue exécutoire, il lui est permis, dans l'attente de l'application de l'exécution de la sanction et au terme de ce délai, de jouer à nouveau dans les autres catégories. **Par exception, ce délai peut être réduit si le licencié suspendu est qualifiable pour des rencontres officielles qui relèvent de tournois afférents aux championnats fédéraux (Trophée Pierre Garsau, Trophée Alice Millat et tournois de phases finales de Championnats de France). Dans ce cas, le licencié suspendu peut prendre part à ce type de tournoi dès lors qu'il a manqué le même nombre de rencontres officielles que le prévoit sa sanction. Il purgera ensuite l'intégralité de sa sanction dans la catégorie prévue ».**

OPTION 2 : « L'organisme disciplinaire détermine précisément les matches qui seront purgés dans les rencontres officielles, quelles qu'elles soient, effectivement prévus dans le même championnat et/ou catégorie (Championnats de France Elite Féminin ou Masculin, Championnats de France Nationale 1 Féminin ou Masculin, Championnats de France Nationale 2 Masculin, Championnats de France Nationale 3 Masculin, Championnat régional, Championnats de France U19 Masculin, Championnats de France U17 Féminin ou Masculin, Championnats de France U15 Féminin ou Masculin), étant précisé qu'entre-temps le licencié ne peut prendre part à aucune autre rencontre officielle.

Exceptionnellement, si la période de suspension induite par la sanction disciplinaire est considérée comme manifestement disproportionnée par l'organisme disciplinaire, l'organisme disciplinaire peut déterminer des matches à purger effectivement prévus dans un autre championnat et/ou catégorie ».

Benjamin Mercier précise que la différence entre les deux options est le délai de carence entre les Trophées et les phases finales des championnats de France.

L'option 2 représente un risque car les personnes qui font partie de l'organisme disciplinaire ne connaissent pas forcément les calendriers, ni l'importance des matches.

Lazreg Benelhadj serait favorable à l'option 1 si l'on exclut certains cas de figures notamment le cas d'une personne qui se serait mal comportée envers un arbitre.

Après débat, ces deux options sont mises au vote avec une préconisation de l'option 1 du CC WP.

Pour Option 1 : Benjamin Mercier, Laure Gauthreau, Stéphane Metzger, Christiane Guérin, Lazreg Benelhadj, Dominique Cupillard, Gilles Sezionale, Pierre Legros, Bénédicte Compois, Dominique Lagier, Christelle Migné, Evelyne Ciriégi

Abstentions : Joel Pineau, Jean-Luc Manaudou, Olivier Hirtzig, Bernard Dalmon, Patrick Trioen, Patrick Perez, Hélène Gardeau

L'option 1 est validée par le Comité Directeur et sera présentée à l'Assemblée Générale.

3.1.2 - Propositions de modifications relatives au règlement disciplinaire (en annexe)

Les modifications du règlement disciplinaire découlent des modifications réglementaires précédemment votées dont le rallongement du délai de contestation de sanction, les modalités d'exécution de sanction, ainsi que du toilettage et du déplacement d'articles.

Le Comité Directeur valide les propositions de modifications apportées au règlement disciplinaire.

3.1.3 - Propositions de modifications relatives au règlement financier de la saison 2023/2024

Laurent Ciubini présente les projets d'évolutions du règlement financier pour la saison 2023/2024.

Synthèse des dispositions générales :

1. Suppression de l'affiliation animation (CC Licences)
2. Augmentation à 400€ des droits d'affiliation (fin de l'effet de relance post COVID)
3. Augmentation des pénalités financières pour manquement à l'obligation de licence (CC Licences) +50%
4. Prise en compte de la courbe de l'inflation sociétale en augmentant de 5% les « petits » tarifs (pénalités diverses...)

- Augmentation du tarif de l'affiliation « générale » et suppression de l'affiliation animation

« (*) Les tarifs des affiliations sont fixés à :

- Affiliation « Générale » : **quatre cent (400) euros**, dont trente-cinq (35) euros abondant en faveur du développement de l'Ecole de Natation Française (ENF) et soixante (60) euros pour un (1) abonnement à Natation Magazine® ;
- Affiliation « Fédération Partenaire » : cinquante (50) euros ; »

- Prise en compte du décalage des catégories d'âge dans les tarifs licences (harmonisation filles/garçons)

<u>LICENCES</u>		<u>TARIFS (€)</u>		
		Part FFN	Part régionale (*)	Total
Compétition	(11 ans et moins)	25	14	39
	(12 ans et plus)	37	18	55
Compétition Estivale (c)	(11 ans et moins)	19	12	31
	(12 ans et plus)	21	14	35
Natation Pour Tous	(16 ans et plus)	10,8	4,2	15
	(15 ans et -)	17,5	9,5	27
Encadrement		10,8	4,2	15
Eau Libre Promotionnelle		11	4 (club)	15
J'apprends à Nager / Aisance Aquatique (a)		12,8	2,2	15
e-Licence		10	2 (club)	12
Surlicence « Natation Pour Tous » (b)		2	1	3
Titre de Participation – Découverte		1,5	0,5	2

- **Augmentation des pénalités financières pour manquement à l'obligation du 100% Licence**

« Conformément au Règlement Intérieur FFN, toute association affiliée ayant contrevenu à l'obligation de licence fixée à l'article 19 dudit règlement fera l'objet d'une pénalité :

- De **trois-mille-sept-cents-cinquante (3.750) euros** pour les associations ayant/comptant moins de cinq-cents (500) adhérents ;
- De **sept-mille-cinq-cents (7.500) euros** pour les associations ayant/comptant entre cinq-cents (500) et neuf-cent-quatre-vingt-dix-neuf (999) adhérents ;
- De **quinze mille (15.000) euros** pour les associations ayant/comptant mille (1.000) adhérents et plus. »

Laurent Ciubini : ces pénalités seront appliquées en fin de saison.

- **Intensification de la communication sur l'abandon de frais**

« Sur déclaration expresse en bonne et due forme, un reçu fiscal pourra être délivré par la FFN dans le cadre d'un abandon de frais :

https://www.impots.gouv.fr/sites/default/files/media/1_metier/2_professionnel/EV/2_gestion/230_association/titre_dons_organisme_interet_general.pdf

Les frais concernés par l'abandon sont alors considérés comme étant un don au bénéfice de la FFN. Si l'ensemble des justificatifs sont fournis, la réduction d'impôt est de 66% dans la limite de 20% du revenu imposable.

Tout déplacement afférent à une mission effectuée pour le compte de la FFN fera l'objet d'un remboursement de frais, comme suit :

Distance TRAIN AVION TAXI « ECO » VÉHICULE PERSONNEL COVOITURAGE

< 700 km Aller/Retour Frais réel Avec autorisation

Frais réel 0,25 € / km + Péage 0,35 € / km + Péage

> 700 km Aller/Retour Avec autorisation Avec autorisation

Dans le cadre d'un abandon de frais suite à l'utilisation d'un véhicule automobile personnel pour l'activité de la FFN où il n'est pas possible d'apporter de justificatif, ce sera le barème kilométrique applicable aux déplacements professionnels des salariés qui sera appliqué soit de 0,529 € / km à 0,697 € / km selon la puissance administrative du véhicule jusqu'à une distance de 5000 km. »

Il s'agit du code des impôts, à concurrence de 20% du revenu fiscal de référence.

Synthèse des dispositions spécifiques Natation course :

1. Augmentation des droits de labellisation du circuit FFN Qualificatif et des droits d'organisation des compétitions nationales
 2. Augmentation de la pénalité en cas d'engagements déposés après la fermeture de la procédure extraNat
 3. Création d'une pénalité en cas de modification d'engagement intervenant après la publication des engagés
 4. Majoration de la pénalité complémentaire pour défaut d'engagement lors des Championnats de France Interclubs pour les clubs récidivistes
- **Natation Course : Augmentation des droits de labellisation du circuit FFN Qualificatif et des droits d'organisation des compétitions nationales**

« 11. Labellisation du circuit FFN Qualificatif

En plus des Championnats de Ligue, **le circuit FFN est qualificatif aux Championnats de France Elite Petit Bassin (25m), Elite Grand Bassin (50m), Nationale 2, Open d'été, U18 Petit Bassin (25m), U18 Grand Bassin (50m), dès lors que les performances enregistrées sur le serveur fédéral officiel respectent les délais impartis pour chaque compétition concernée.**

L'avis de la ligue est un préalable obligatoire à l'obtention d'un label.

Les labels sont attribués au regard des aspects sportifs et de la qualité de l'organisation selon une « convention d'organisation » engageant l'organisateur et la FFN.

Les droits de labellisation sont fixés à :

- **Deux-cent soixante quinze (275) euros** pour un meeting national ;
- **Cinq-cents-cinquante (550) euros** pour un meeting international.

12. Droits d'organisation des compétitions nationales, Reversement des droits d'engagements au comité d'organisation et Charges d'organisation

12.1. Droits d'organisation à verser à la FFN

Les droits d'organisation des compétitions nationales à verser à la FFN sont fixés à :

- Quarante mille (40.000) euros pour les Championnats de France Elite Petit Bassin (25m) ;
- **Cent mille (100.000) euros** pour les Championnats de France Elite Grand Bassin (50m).

Pour l'organisation de ces deux Championnats de France Elite, les comptes d'exploitation de leur organisation doivent être transmis dans un délai inférieur à six mois à compter de la fin de l'évènement. »

Denis Cadon est interpellé par la proposition d'augmentation du droit d'entrée des championnats de France Elite. Ne peut-on pas faire un distinguo entre ce qui est organisé par la Fédération et ce qui l'est par l'organisateur.

Marc Deberghes rappelle que lors des Championnats de France qui se sont tenus à Limoges, les droits d'entrée de 60K€ avaient déjà été compliqués à faire accepter.

Laurent Ciubini précise que les Championnats de France coûtent largement plus de 100 000 € à la Fédération, raison pour laquelle cette proposition est faite, mais aussi parce que la FFN travaille aujourd'hui avec les collectivités pour 2024 à hauteur de cette somme. Elle pourra être éventuellement revue à la baisse en 2025. Le terme de « droits d'entrée » ne lui semble cependant pas approprié car il s'agit de ce que cela coûte à la Fédération.

- **Natation Course : Augmentation de la pénalité en cas d'engagements déposés hors délai et création d'une pénalité en cas de modification d'engagement intervenant après la publication des engagés**

« Pour les épreuves nationales, les tarifs des engagements sont fixés à :

- Douze (12) euros par épreuve individuelle ;
- Quatorze (14) euros par épreuve de relais.

Les engagements déposés **ou payés** après la fermeture de la procédure extraNat (quatre (4) jours avant le début de la compétition) seront enregistrés pendant la réunion technique et corollairement surfacturés d'une pénalité complémentaire de **soixante (60) euros** par épreuve individuelle ou relais.

Toute modification d'engagement intervenant après la publication de la liste des engagés sera surfacturée d'une pénalité complémentaire de soixante (60) euros. »

- **Natation Course : Majoration de la pénalité complémentaire pour défaut d'engagement lors des Championnats de France Interclubs pour les clubs récidivistes**

« Pour les championnats de France Interclubs Maîtres, le tarif de l'engagement est fixé à **cent quarante-cinq (145) euros** par équipe.

Les clubs dont la ou les équipes qualifiées ont confirmé leur participation, mais ne se sont pas engagées via la procédure extraNat seront surfacturés d'une pénalité complémentaire de **deux cent dix (210) euros** par équipe.

Le montant de cette pénalité complémentaire étant majorée de deux-cent-quatre-vingt-dix (290) euros en cas de récidive, les clubs concernés seront alors surfacturés de cinq-cents (500) euros par équipe.

Les factures pour pénalités seront disponibles sur extraNat.fr à l'issue de la compétition et seront à régler par carte bancaire. »

- **Plongeon : Abaissement du délai de déclaration des forfaits avant le début de la compétition (passage de 14 jours à 7 jours)**

« Tout forfait non déclaré ou déclaré moins **de sept (7) jours** avant la première épreuve de la compétition dans le cadre de la participation aux compétitions nationales fera l'objet d'une pénalité de **quatre-vingt-quatre (84) euros** par plongeur et par épreuve.

Les factures pour pénalités seront adressées aux clubs à l'issue de la compétition et seront à régler par virement bancaire.»

- **Natation Artistique : Diminution des droits de transfert liste SENIOR et ELITE et création de nouveaux droits de transfert**

Nom de la liste	Critères d'entrée dans la liste correspondante Performance identifiée par athlète	Montant du transfert correspondant
Liste fédérale d'Accession Territoriale	Athlète dans le top 12 des Championnats de France de catégorie Avenir en épreuve de solo et/ou de duo (athlète titulaire)	300 €
	Athlète CAF (candidature validée FFN)	
	Athlète inscrit sur la Liste Collectif France Avenir	
Liste fédérale d'Accession Nationale	Athlète CNAHN (candidature validée FFN)	500 €
	Athlète dans le top 12 des Championnats de France Elite de catégorie Jeune en épreuve de solo et/ou de duo (athlète titulaire)	
Liste fédérale de Sélection Equipe de France	Sélection finale EDF Jeune	1 500 €
	Sélection finale EDF Junior	3 000 €
	Sélection finale EDF Senior	6 000 €
Listes ministérielles et listes de HN (liste 2023 pour un transfert sur la saison 23/24)	Liste ESPOIR et COLLECTIF NATIONAL	1 000 €
	Liste RELEVE	2 000 €
	Liste SENIOR	5 000 €
	Liste ELITE	8 000 €

Synthèse pour le water-polo :

1. Augmentation des droits d'engagements pour les Trophées Elite Masculin et Féminin:
2. Pierre GARSAN de 750€ à 1 000€
3. Alice MILLIAT de 500€ à 750€
4. Diminution des droits d'engagements :
5. Pour la phase finale des Championnats de France N3 Masculin (de 1250€ pour chaque équipe qualifiée, à 500€ pour les demi-finalistes et 1 000€ pour les finalistes)
6. Pour les phases finales U15/U17 Masculin Honneur (de 750€ à 500€)
7. Les droits de transfert sont étendus à tous les joueurs de N1 et N2
8. Augmentation des droits d'entrée des joueurs non JIFF (de 2500€ pour tout joueur à un échelonnement selon le niveau du joueur allant de 8500€ à 2000€)

- Water-Polo : Droits d'engagements

<u>Division</u>	<u>Catégorie</u>	<u>Droits d'engagements</u>
Championnats de France Elite	Féminin	9.000 €
	Masculin	17.000 €
Championnats de France Nationale 1	Féminin	2.500 €
	Masculin	11.000 €
Trophée Elite Masculin Pierre Garsau		1000 €
Trophée Elite Féminin Alice MILLIAT		750 €
Championnats de France Nationale 2 Masculin		7.500 €
Phase finale des Championnats de France Nationale 3 Masculin (a)		500€ pour les ½ finalistes 1000€ pour les finalistes
Championnats de France U19 Masculin		3.500 € (c)
Phase finale des Championnats de France Interclubs Jeunes (a)	U15/17 Féminin	1.500€
	U15/U17 Masculin Excellence	3.000€
	U15/U17 Masculin Honneur	500€ pour les ½ finales et finales
Coupe de France des Ligues (b)	U12/U16 Féminin	1.000€
	U13/15/U17/U19 Masculin	1.000€

Benjamin Mercier se dit dans l'incapacité de répondre à ces propositions n'en n'ayant pas eu connaissance en amont.

Julie Eissen n'est pas pour l'augmentation de 5 % des pénalités. Elle souhaiterait que l'on fasse davantage preuve de pédagogie, de connaître quels types de pénalités sont appliquées pour arriver à comprendre les problématiques opérationnelles rencontrées afin d'en sortir grandi, de faire monter en compétence les clubs et notamment les petits qui pêchent souvent par méconnaissance. Elle trouve par ailleurs extraordinaire de découvrir ces propositions sans qu'elles aient été au préalable examinées par le CC Water-Polo. Elle souhaite que pour l'année prochaine le travail soit fait dans le bon ordre.

Laurent Ciubini confirme qu'un état des pénalités appliquées pour le WP sera effectué. Avant de se positionner, toutes les propositions de rajouts devront être revus par les CC respectifs d'ici le 19 mai dernier délai.

3.2 – Mise en place d'un cercle de compétence sur la prévention des risques de corruption

Suite à l'audit de l'Agence anti-corruption, la Fédération a pour obligation de mettre en place un CC sur la prévention des risques de corruption pour répondre à la loi Sapin 2.

Sont proposés pour composer ce cercle de compétence : Bernard Dalmon, Philippe Briout, Carine Sollberger, Dominique Cupillard, Laurent Ciubini, Basile Gazeaud, Julien Issoulié, Agnès Berthet, Christelle Migné, Ingrid d'Hostingue et un responsable du service juridique.

Le Comité Directeur valide la mise en place de ce cercle de compétence.

3.3 – Validation des procès-verbaux des cercles de compétence

- **CC Outre-mer du 27 mars 2023 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Comité Directeur.

- **CC Plongeon du 11 avril 2023 (en annexe)**

Denis Cadon s'étonne qu'aucune proposition sur le très haut vol n'apparaisse dans ce PV malgré l'évocation de certaines propositions lors de la dernière réunion avec les responsables du High Diving. Laurent Ciubini confirme qu'il y a effectivement de nombreuses bonnes propositions mais qui impliquent des moyens financiers et donc des discussions au préalable.

Ce procès-verbal est validé par le Comité Directeur.

- **CC Water-Polo du 2 mai 2023 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Comité Directeur. 1 Abstention : Denis Cadon

3.4 – Point sur la préparation de l'Assemblée Générale 2023 à Lille

- *Validation de l'ordre du jour (en annexe)*

Le Comité Directeur valide l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

- *Validation des modalités de vote*

Le vote électronique n'est pas retenu. Le Comité Directeur valide le vote à main levée lors de la prochaine Assemblée Générale de Lille.

3.5 – Situation administrative de la Ligue Guyane

En raison de la non présentation des comptes et de la tenue d'une AG de la ligue Guyane avant le 1^{er} mai 2023, le Comité directeur décide de placer la Ligue Guyane sous tutelle. Un courrier en ce sens sera adressé à la Ligue.

3.6 – Report de la date de lancement de l'ENF rénové

En raison des problèmes liés à la feuille de route Aquavista sur le lot 2, le lancement de l'ENF rénové prévu en septembre 2023 ne sera finalement livré qu'au 1^{er} septembre 2024.

4. Affaires sportives

A noter que ce point a été évoqué à 17h15 alors que l'ordre du jour prévoyait une fin à 17H. Ce timing non respecté a obligé certains membres présents à quitter la réunion en raison notamment d'horaires de train.

4.1 - Présentation des évolutions proposées par le CC Natation

Denis Cadon présente les travaux du temps d'échanges du cercle des territoires NC notamment sur les catégories d'âge, des changements imposés par la LEN et la COMEN, avec notamment :

- L'alignement filles et garçons,
- Les catégories juniors passées sur 5 années d'âge

Cette opportunité d'alignement conduit à modifier les catégories comme suit avec un alignement des filles et des garçons : Avenirs, Benjamins, puis juniors qui regrouperaient 5 années d'âge (de 14 à 18 ans) et 19 ans et plus (seniors). Il a semblé plus pertinent de basculer les 14 ans Garçons dans la catégorie Junior en réfléchissant à un traitement particulier lors de nos championnats. Il avait été décidé ultérieurement de la

stabilité sur nos programmes, mais ces changements obligent à un certain nombre d'adaptations qui permettent cependant d'être plus en cohérence avec le parcours scolaire des jeunes et les regroupements sur le niveau de scolarité. Tout cela est le fruit des expérimentations, des analyses des performances et faisabilité des championnats. Toutes les ligues étaient représentées à l'occasion de la réunion des ETR par leur technicien ou élus.

Denis Cadon revient également sur l'impact des changements de catégorie sur les championnats nationaux. Un travail sur l'amélioration des schémas de qualification a également été effectué car le circuit était très peu lisible.

- Championnat de ligues en webconfront@tion
- Circuit FFN qualificatif sans voie de contournement

Christiane Guérin fait le constat que tous les meetings régionaux plafonnent aujourd'hui à 400 nageurs alors que les meetings nationaux atteignent difficilement plus 100 nageurs. Quelles sont les solutions ?

Denis Cadon explique que le fait de mettre tous les meetings régionaux labellisés qualificatifs a déséquilibré les lieux de compétition et le système. Cela a perdu le sens de la confrontation souhaitée. Le nouveau schéma de qualification a été étudié pour cela (2 périodes et 1 circuit qualificatif).

Joël Pineau trouve ces évolutions compliquées pour les clubs. Il vaudrait mieux simplifier.

Gilles Sezionale : il serait préférable d'attendre la fin de l'olympiade pour faire des réformes de fond. Il souhaite une proposition globale avec un niveau sous-jacent, sur plusieurs années, notamment pour la période 2024/2028. Il nous faut un système pyramidal pour que tout le monde puisse s'y retrouver.

Bénédicte Compois : il faut déconnecter un championnat national juniors qui va regrouper 5 catégories et toutes les déclinaisons que l'on va pouvoir faire. Toutes les ETR ont été interrogées sur cette organisation. Le CC Natation Course est dans une étape de travail.

Denis Cadon : les personnes présentes dans ces réunions sont des experts. Deux solutions ont été présentées lors de la dernière réunion des ETR : soit la FFN impose les programmes au niveau régional ou départemental, soit ce sont les Ligues en fonction de leur territoire.

Jean-Luc Manaudou : aujourd'hui, nous avons une natation départementale inexistante avec des ligues qui font n'importe quoi entre le niveau départemental et national. Si nous ne réformons pas, nous prenons le risque de laisser le niveau global régional s'affaiblir. Nous devons nous appuyer sur la réflexion des techniciens. Si la question des années d'âge peut peut-être être rediscutée, le travail doit être néanmoins poursuivi car il va dans le bon sens.

Patrick Trioen : la catégorie Junior proposée « fourre-tout » avec cinq années d'âge succédant à celle des benjamins est peu compréhensible pour les clubs, les parents et les nageurs et encore moins pour les partenaires extérieurs que nous pouvons avoir.

Denis Cadon : le débat est trop passionné. L'idée n'est pas d'imposer des programmes pour les territoires mais bien d'orienter les parcours pour plus de clarté. Il rappelle l'important travail d'échange mené avec les territoires (comment jamais auparavant). Contrairement à ce qui est perçu par certains, il y a une volonté de stabilité du programme national. Ce qui est proposé n'a pas une ampleur aussi importante que ce qui est décrit. Le travail des dirigeants est aussi de porter et accompagner les changements en expliquant le sens. Il y a des ajustements à définir, qui relèvent des programmes et donc non soumis à une validation de l'AG, donc cela donne du temps pour trouver un consensus.

Après un long débat, ce sujet sera rediscuté lors de la réunion des ligues sur les programmes sportifs programmée le 21 juin 2023.

5. Retour sur le Giant Open 2023 et arbitrage sur le site 2024

Patrick Perez rappelle que cette organisation s'est très bien passée. Aux yeux des nageurs il s'agit d'une vraie réussite notamment au niveau du concept qu'ils ont trouvé remarquable. Les demandes des entraîneurs et des clubs sur les aménagements du programme sportif ont été entendues et seront prises en compte.

Cette notion de circuit a eu de gros avantages. Disposant de la date pour 2024, une communication auprès des délégations plus en amont pourra être effectuée. Concernant les médias, nous avons été diffusés en

direct sur France Télévision ce qui est une chance inouïe, ce que nous n'avions plus vécu depuis de longues années. Même si nous n'avons pas eu le plateau sportif escompté, France Télévision a tenu ses engagements. La FFN a l'obligation morale de leur proposer un plateau répondant à leurs attentes pour la prochaine édition.

Laurent Ciubini informe que la Finale du Giant Open se tiendra du 23 au 24 mars 2024 à St Germain-en-Laye, sous réserve de l'homologation du bassin demandée par la WA, re-métrage demandé désormais tous les ans.

La plaquette doit être finalisée pour Fukuoka afin d'en faire la promotion.

Clôture des travaux à 17h45.

La secrétaire générale

Dominique CUPILLARD

le Président

Gilles SEZIONALE